



# **DISPOSITIF D'ACCREDITATION DES DISPOSITIF CONFORMITE DES OSC BENEFICIAIRES DES FINANCEMENTS I-OSC**

**Avril 2025**

# Validation des financements OSC

---

1	LES PRINCIPALES ÉTAPES	P. 04
2	LE QUESTIONNAIRE D'ANALYSE STRUCTURE & DU DISPOSITIF	P. 05
3	LE QUESTIONNAIRE PROJET	P. 07
4	LE DISPOSITIF DE FILTRAGE	P. 12
5	LES EXCEPTIONS AU DISPOSITIF DE FILTRAGE	P. 13
6	LE CAS PARTICULIER DES PERDIEMS	P. 16

# Les règles de filtrage des OSC financées par l'AFD



## Contexte :

Depuis le Conseil d'administration de septembre 2023, les OSC financées par l'AFD doivent faire valider par l'AFD leur dispositif de conformité en matière de LCB/FT, de fraude, de corruption, de sanctions et de contrôle interne.



## Filtrage des parties-prenantes et bénéficiaires :

Dès le 1<sup>er</sup> €, les OSC doivent filtrer les parties-prenantes et les bénéficiaires finaux du projet financé, dès lors qu'intervient un transfert monétaire (TM) ou la mise à disposition de ressources économiquement exploitables. (REE), sauf s'il y a exemption humanitaire ou exemption par exception.



## Mesures alternatives :

Les OSC pouvant justifier un corps procédural satisfaisant et démontrer que les mesures alternatives proposées sont solides peuvent être autorisées à ne pas filtrer leurs bénéficiaires.

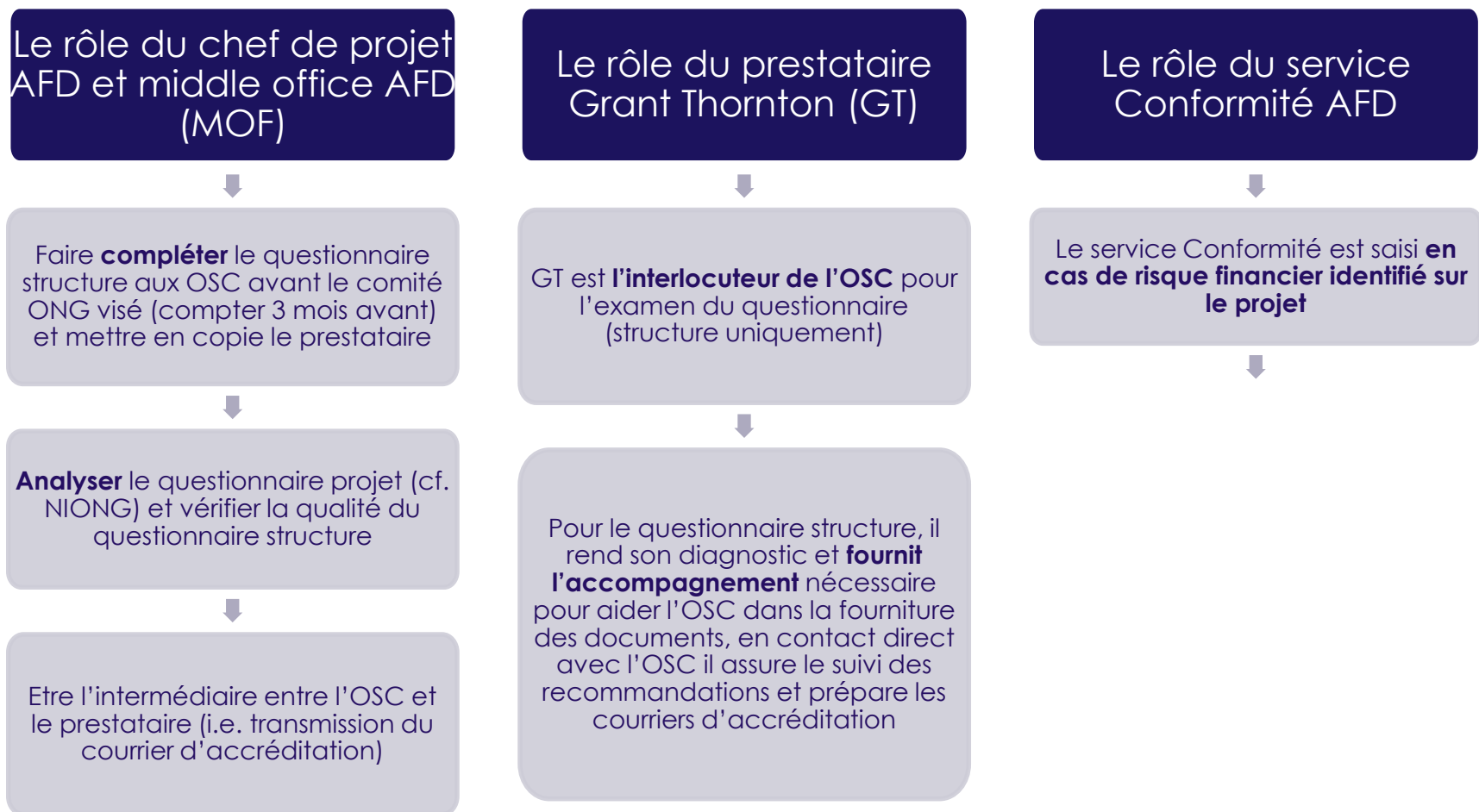
## Processus de Validation

Mise en place de deux questionnaires :

- **Le questionnaire sur le dispositif de l'OSC** donnant lieu à une accréditation (sans réserve ou après levée des recommandations éventuelles) valable 3 ans renouvelable ;
- **Le questionnaire projet** propre à chaque opération de financement à analyser par le chef de projet AFD qui permet d'apprécier la présence de TM ou REE, les éventuelles demandes d'exemptions ou de mesures alternatives au filtrage formulées par l'OSC.

⚠ Le corpus procédural doit avoir fait l'objet d'une revue par l'AFD ou par le prestataire désigné (Grant Thornton) avant le passage en comité ONG. Les recommandations éventuelles n'empêchent pas l'octroi.

# 1. Les principales étapes



## IMPORTANT :

- Le prestataire Grant Thornton ne traite pas les questionnaires projet

## 2. Questionnaire analyse structure

*Ce questionnaire est obligatoire pour toute OSC et vise à s'assurer de l'existence d'un dispositif procédural satisfaisant.*

*Il est complété par l'OSC et validé par le prestataire en amont du Comité ONG*

- ✓ Le chef de projet adresse par mail (cf. modèle) le questionnaire de conformité structure à l'OSC, avec en copie le prestataire, pour complétude, en joignant le document d'information (fiche-outil du Guide), en lui indiquant le contact GT. Il rappelle que **le prestataire est l'interlocuteur de l'OSC** pour toute question.
- ✓ Depuis l'AMI 2024, l'OSC se doit de **déposer son questionnaire structure** sur Oscar en même temps que sa **NIONG**, le chef de projet l'adressera ensuite au prestataire pour analyse, une fois le projet sélectionné.
- ✓ L'OSC renvoie le **questionnaire structure** au prestataire qui en assure l'analyse. Le prestataire interroge en direct la contrepartie pour tout complément ou engagement additionnel à fournir.

### **Qui doit être accrédité via le prestataire ?**

- ☐ Toute OSC : accréditation systématique  
sauf pour un projet en France ou un projet de terrain sans TM/REE ou un projet à l'étranger avec TM/REE mais exemption humanitaire

## 2. Questionnaire analyse structure

- GT procède à l'analyse du questionnaire structure. Si celui-ci n'appelle pas de commentaires, GT prépare un courrier (signé par la division MPN-OSC lde l'AFD) qui est transmis par MPN-OSC avec le rapport d'analyse et de recommandation à l'OSC. **L'OSC est considérée accréditée pour une durée de 3 ans, après levée des recommandations éventuelles.**
- Cette accréditation est renouvelable tous les 3 ans sur production de différents documents qui seront précisés à l'OSC.
- Si le prestataire détecte des cas de non-conformité, il émet des recommandations qui sont transmises à l'OSC.
- Ces recommandations peuvent être suspensives pour l'instruction de financements, ou non suspensives pour un certain délai. GT est financé pour accompagner l'OSC dans la mise en œuvre des recommandations (délai de 4 mois) ; si les recommandations peuvent être levées à la suite du suivi par GT, un nouveau courrier est adressé par le secrétariat MPN-OSC de l'AFD à l'OSC. L'OSC est alors « accréditée ».

### **Les principaux points entraînant un « no-go » systématique du prestataire :**

- ☐ Une réponse non conforme aux exigences de l'AFD
- ☐ Un refus de l'OSC de transmettre un document nécessaire au diagnostic
- ☐ Une non mise en œuvre des recommandations émises par le prestataire

## 2. Questionnaire analyse structure

*Validation du dispositif de contrôle des OSC (Questionnaire structure): fonctionnement général*

Actions	Pour qui ?	Quand ?	Qui ?	Vigilance	Signature Validation
<b>Envoi du questionnaire structure à l'OSC</b>	OSC française et locale (sans exception)	3 mois au plus tard avant comité ONG	chef de projet MPN/OSC ou dépôt dans Oscar avec NIONG	copie GT + MOF	
<b>Examen GT</b>	Toute OSC sauf si projet en France, projet à l'étranger sans TM/REE ou projet avec exemption humanitaire	Au moins 1 mois avant le COSUB	GT	copie chef de projet MPN/OSC + MOF	
<b>Retour du diagnostic GT</b>	Toute OSC sauf si projet en France, projet à l'étranger sans TM/REE ou projet avec exemption humanitaire	avant le COSUB	GT	copie chef de projet MPN/OSC + MOF	GT
<b>Courrier d'accréditation si diagnostic optimum</b>	idem	avant le COSUB	GT prépare, MPN/OSC relit, envoie par son secrétariat	copie chef de projet MPN/OSC + MOF + copie dans dossier partagé par secrétariat MPN/OSC	manager MPN/OSC (GT prépare projet courrier)
<b>Suivi des recommandations et courrier qd optimum</b>	idem	sous 4 mois	GT	copie chef de projet MPN/OSC + MOF	manager MPN/OSC (GT prépare projet courrier)

### 3. Questionnaire projet

*Ce questionnaire est obligatoire et vise à s'assurer des spécificités du projet. Il est à compléter et valider bien en amont du Comité ONG en parallèle du questionnaire structure, et ce sans exception*

- Le questionnaire vise à **s'assurer de la structuration du projet** notamment en termes de TM/REE, et son acceptabilité au regard du dispositif procédural de contrôle mis en place par la contrepartie
- Si l'OSC ne filtre pas elle doit détailler impérativement les mesures alternatives prévues sauf si exemption humanitaire ; en cas de multipays elle doit préciser les publics et les mesures selon le pays (ajouter tableau détaillant les informations par pays si besoin).

**Les mesures alternatives au filtrage** sont analysées au cas par cas sur la base des questionnaires complétés par l'OSC.

- Le questionnaire projet accompagne la NIONG qu'envoie l'OSC
- Le chef de projet analyse avec attention le questionnaire ; le Middle office de l'AFD complète la fiche d'identification des risques de non-conformité.
- **En l'absence de risque de non-conformité**, l'instruction peut se poursuivre,
- **Si un risque de non-conformité est identifié** par le REP ou le middle office, le service conformité doit être saisi avant de poursuivre l'instruction.



### 3. Questionnaire projet

*Validation du dispositif de contrôle OSC (Questionnaire projet terrain):*

Actions	Pour qui ?	Quand ?	Qui ?	Vigilance
Vérifier que questionnaire projet est bien dans NIONG	Toute OSC	pendant instruction	chef de projet MPN/OSC et relecture MOF	copie MOF
Echanges avec l'OSC si questionnaire incomplet	Toute OSC	pendant instruction	chef de projet MPN/OSC et MOF	copie MOF
Si consortium, attestation pas de délégation de responsabilité	Toute OSC	pendant instruction	chef de projet MPN/OSC et MOF	copie MOF
Envoi du dossier de conformité à la conformité si risque	Toute OSC	pendant instruction et à finaliser avant COSUB	MOF	copie chef de projet MPN/OSC
Echanges avec l'OSC si questions du service conformité	Toute OSC	pendant instruction et à finaliser avant COSUB	chef de projet MPN/OSC et relecture MOF	copie chef de projet MPN/OSC
Avis Conformité	Toute OSC	avant COSUB ou au plus tard avant comité ONG	Service Conformité	copie chef de projet MPN/OSC + MOF
NCONG intègre avis Conformité + copie avis	Toute OSC	avant comité ONG	chef de projet MPN/OSC	copie MOF
Suivi Condition Suspensive (CS) du Service Conformité	Toute OSC	En fonction de la CS	chef de projet MPN/OSC et relecture MOF	copie MOF

### 3. Questionnaire projet

#### *Validation du dispositif de contrôle des OSC : points d'attention*

#### Point de vigilance et demandes d'attestation à l'OSC le cas échéant

Qualité des questionnaires projets – doivent préciser mesures alternatives si demande d'exemption de filtrage	Toute OSC	Etudiée pendant instruction	Analyse par le chef de projet AFD
Attestation projets en France (inclus dans le modèle de questionnaire)	OSC française	Exigée pendant instruction	Analyse par le chef de projet AFD (cf. modèle)
Attestation pour les projets déclarés en consortium, le cas échéant (nécessité de préciser l'acte de consortium)	Toute OSC	Exigée pendant instruction	Analyse par le chef de projet AFD

## 4. Dispositif de filtrage

*Dans le cas d'un transfert monétaire ou de ressources économiques exploitables sur un projet, les OSC ont l'obligation de mettre en place un dispositif de filtrage sur les bénéficiaires finaux, sauf exception*

### Principes généraux :

- Le **filtrage est demandé** pour les bénéficiaires finaux, et ce dès le premier euro
- Si l'OSC procède effectivement au filtrage, **aucune mesure additionnelle n'est exigée** par l'AFD
- Dans tous les cas, **l'OSC doit démontrer la robustesse de son dispositif procédural**. Elle pourra le cas échéant se faire accompagner par l'AFD pour le renforcer si l'équipe projet le juge pertinent. A défaut la composante transferts monétaires ou ressources économiques exploitables sera exclue du projet.

### Cf. page 13 et Cf Fiche-Outil dédiée Exemption/exceptions : pas de filtrage si :

- ❑ Exemption en cas de projet dans un pays ayant HRP – et secteur du projet couvert par le HRP (cf. Google pour le trouver dans sa version actualisée)
- ❑ Exception pour certains bénéficiaires finaux qui ne seront pas filtrés : mineurs, populations n'ayant pas d'état civil ou personnes à protéger (défenseurs des droits, minorités sexuelles, ethniques, journalistes, activistes, avocats...

## 5. Les exceptions au dispositif de filtrage

*Des exceptions au filtrage peuvent être envisagées dans certains cas précis.*

On distingue **trois principales catégories de dérogation au filtrage** qui peuvent être envisagées :

1. La présence avérée d'exemption humanitaire,
2. Les cas d'exception sur certaines catégories de bénéficiaires finaux,
3. La mise en place de mesures alternatives au filtrage

### ➤ **Les exemptions :**

**Humanitaire** : si le pays de déploiement du projet est couvert par un Plan de Réponse Humanitaire (ONU) **ET** que le projet s'inscrit dans un domaine couvert par ce plan,

**Dérogation** : si l'OSC bénéficie d'une dérogation obtenue auprès de l'Autorité Nationale Compétente (ANC)

➤ **Des exceptions** peuvent aussi s'appliquer. Elles concernent les personnes mineures, celles dont l'identité doit être protégée ou dépourvues de documents d'identité officiels.

Ces exemptions/exceptions doivent être documentées autant que possible.

## 5. Les exceptions au dispositif de filtrage

*Des exceptions au filtrage sont prévues dans certains cas précis.*

Deux catégories sont prévues :

1. **Projet se déroulant en France** (EC SI, SMA) : l'OSC devra compléter le dernier paragraphe du questionnaire projet, attestant que les transferts sont réalisés au travers de banques françaises (cf. modèle proposé)
1. **Projet sans transfert monétaire (TM) ou ressource économiquement exploitable** (REE)

### **Consortium :**

- ✓ Direction SDD/GEO : l'OSC devra détailler la forme du consortium avec délégation de responsabilité du chef de file ou non
- ✓ Dispositif I-OSC : il a toujours été convenu que le chef de file porte toute la responsabilité du projet y compris les sujets conformité donc seul le chef de file fait l'objet d'un diagnostic et d'une accréditation

## 6. Le cas particulier des perdiems



*Le versement de perdiems fait l'objet d'une attention particulière ; ils sont considérés, quel qu'en soit le montant, comme des transferts monétaires et doivent donc faire l'objet du filtrage des bénéficiaires finaux de ces perdiems ou être intégrés dans les mesures alternatives, sauf si exemption humanitaire ou exception applicable.*



*Le versement de perdiems à des agents publics doit également faire l'objet de filtrage.*



***Exception au filtrage des perdiems : pour les projets pouvant prétendre au bénéfice de l'exemption humanitaire** (présence d'un PRH et projet dans la zone géo et les secteurs du PRH) ; l'exemption de filtrage visant les transferts monétaires est étendue à d'autres personnes physiques bénéficiant de perdiems accompagnant ces populations (ex : médecins, fonctionnaires, accompagnateurs de mineurs, personnel acheminant l'aide).*

# Documents utiles et disponibles

- ✓ Présentation du dispositif aux OSC (ce PPT)
- ✓ FICHE OUTIL relative au dispositif d'encadrement du respect de la réglementation portant sanctions à destination des OSC
- ✓ FAQ

## Pour résumer :

- ❑ Vérifier que l'OSC a bien envoyé les deux questionnaires structure et projet
- ❑ Adresser le questionnaire structure à Grant Thornton (sauf si le projet est sans TM/REE ou si c'est un projet en France) le plus tôt possible
- ❑ Quand GT a fini son analyse il transmet son rapport et un projet de courrier avec ou sans recommandations ; si pas de reco l'accréditation (pour 3 ans) est finalisée, si recommandations, les OSC ont 4 mois pour les faire lever par GT, puis nouveau courrier d'accréditation une fois levées les recommandations
- ❑ Si pas d'exemption/d'exception et si l'OSC déclare ne pas filtrer, vérifier que l'encadrement des mesures alternatives au filtrage (sur le projet) est bien explicité dans le questionnaire projet et solide/détaillé
- ❑ Si transfert financier et pas de filtrage (mesures alternatives) il y aura risque de non-conformité ; le service de la conformité de l'AFD peut être saisi à tout moment